

Hospitalisation à la demande d'un tiers et hospitalisation d'office

D^r Louise Gotzamanis, D^r Mikaël Humeau, P^r Jean-Louis Senon

1. Service hospitalo-universitaire de psychiatrie et psychologie médicale,
CHU et CHHL, université de Poitiers, BP 587, 86021 Poitiers

jean.louis.senon@univ-poitiers.fr

Objectifs

- Argumenter les indications, les modalités d'application et les conséquences de ces procédures.

La maladie mentale a en médecine une situation particulière en ce qu'elle altère profondément la capacité de la personne malade à demander des soins et à y consentir. Depuis 1838 et la première loi sur l'internement des malades mentaux, le législateur a prévu la possibilité de donner aux malades mentaux des soins sans leur consentement, ceci à titre dérogatoire par rapport aux autres spécialités médicales qui font du consentement du malade le préalable à tout soin. La loi n° 90-527 du 27 juin 1990 (modifiée par la loi « Kouchner » du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé) a remplacé la loi de 1838. Ces textes sont repris dans les articles L3212-1 et suivants du code de la santé publique.

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'HOSPITALISATION DU MALADE MENTAL

Les hospitalisations dans les hôpitaux généraux publics se font habituellement librement. Les hospitalisations libres sont également majoritaires dans les hôpitaux psychiatriques, mais l'hospitalisation sous la contrainte y est néanmoins fréquente. On sait effectivement que l'altération du discernement et le refus de soins accompagnent régulièrement les troubles psychiatriques en phase aiguë, que ce soit les troubles de l'humeur, manie ou mélancolie, ou les psychoses aiguës ou chroniques ou encore les états confusionnels.

Si la psychiatrie est l'exception en permettant de soigner sous la contrainte, elle a été rejointe par l'infectiologie, puisque, en cas d'urgence face à une épidémie ou un danger imminent pour la santé publique, l'article 17 du code de la santé publique prévoit que le préfet peut ordonner l'exécution immédiate d'un isolement d'un ou plusieurs malades en milieu hospitalier.

Principes généraux de la loi

L'hospitalisation libre est la règle, l'hospitalisation sous la contrainte l'exception (tableau).

C'est la loi du 27 juin 1990 qui énumère ces principes pour la psychiatrie. Pour elle, l'hospitalisation libre est la règle et s'applique pour tout malade consentant aux soins, tout devant être fait par les soignants et l'entourage pour obtenir le consentement aux soins du patient. Quand la personne malade ne peut consentir, la loi prévoit deux régimes d'hospitalisation sous la contrainte : l'hospitalisation à la demande d'un tiers (HDT) et l'hospitalisation d'office (HO). Le décret du 25 septembre 1991 décrit l'organisation et le fonctionnement de la commission départementale des hospitalisations psychiatriques (CDHP), qui contrôle dans chaque département les hospitalisations sous la contrainte.

Droits du patient hospitalisé

En cas d'hospitalisation sous la contrainte, la loi du 27 juin 1990 précise que la personne doit être informée dès l'admission, et par la suite à sa demande, de sa situation juridique et de ses droits (art. L. 3211-3 du CSP). Par ailleurs, les restrictions à l'exercice de ses libertés individuelles doivent être limitées à celles rendues nécessaires par son état de santé et la mise en œuvre de son traitement. La loi prévoit ainsi la conservation des droits suivants :

- communiquer avec les autorités ;
- saisir la CDHP ;
- prendre le conseil d'un médecin, d'un avocat de son choix ;
- émettre ou recevoir des courriers ;
- consulter le règlement intérieur de l'établissement ;
- exercer son droit de vote ;
- se livrer aux activités religieuses ou philosophiques de son choix.

Sont garants de la liberté individuelle et amenés à visiter sans publicité les établissements accueillant des malades mentaux et à recevoir de ceux-ci toute réclamation et information :

- le préfet du département ;
- le juge du tribunal d'instance ;
- le président du tribunal de grande instance ;
- le maire de la commune ;
- le procureur de la République ;
- la commission départementale des hospitalisations psychiatriques qui, dans chaque département, « *examine la situation des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux* » (décret du 25 septembre 1991).

Le droit au libre choix du médecin et de l'établissement est rappelé.

HOSPITALISATION LIBRE

L'hospitalisation libre est habituelle dans les hôpitaux généraux publics et exclusive dans les cliniques psychiatriques privées. Le malade peut consentir aux soins qui lui sont proposés, son libre arbitre n'étant pas altéré par ses troubles. Il signe lui-même son admission à l'hôpital.

La sortie du service s'effectue sur décision médicale ou à la demande du patient. En ce cas, si le médecin estime que le patient court un risque à cette sortie, et en l'absence d'indication d'hospitalisation sous la contrainte, le malade doit signer une décharge avec une sortie contre avis médical. Si le malade refuse sa sortie, ce refus est constaté par deux témoins qui peuvent appartenir au personnel soignant.

Tableau 1 Réglementation comparée de l'hospitalisation du malade mental

	HL	HDT L. 3212-1	HDT (péril imminent) L. 3212-3	HO L. 3213-1 ou L. 3213-2
Demandeur	■ le malade lui-même ■ signature de la demande de soins	■ un tiers ■ signature du formulaire par le tiers	■ un tiers ■ signature du formulaire par le tiers	■ arrêté provisoire du maire ou du commissaire ■ arrêté préfectoral
Consentement du malade	■ présent	■ absent	■ absent	■ absent
Libre choix du praticien et de l'établissement	■ total	■ total	■ total	■ non
Certificat médical	■ simple certificat	■ 2 certificats médicaux	■ un seul certificat médical confirmant le péril imminent	■ un certificat médical
Permissions	■ autorisées par le directeur après avis du médecin	■ nécessité d'un certificat de situation transmis au préfet	■ nécessité d'un certificat de situation transmis au préfet	sur autorisation du préfet
Certificats médicaux obligatoires	■ aucun	■ certificat de 24 heures ■ certificats de quinzaine puis mensuels	■ certificat de 24 heures ■ certificats de quinzaine puis mensuels	■ certificat de 24 heures ■ certificats de quinzaine puis mensuels
Libertés générales	■ celles de tout citoyen	■ limitées à celles rendues nécessaires au traitement	■ limitées à celles rendues nécessaires au traitement	■ limitées à celles rendues nécessaires au traitement
Sortie	■ sur avis du médecin ■ contre avis médical	■ sur avis du médecin ■ en l'absence des certificats réglementaires ■ sur demande du tiers ou des personnes mentionnés par l'article L. 3212-9 ■ sur décision du préfet après avis de la commission départementale ■ sur décision du président du TGI	■ sur avis du médecin ■ en l'absence des certificats réglementaires ■ sur demande du tiers ou des personnes mentionnés par l'article L. 3212-9 ■ sur décision du préfet après avis de la commission départementale ■ sur décision du président du TGI	■ par arrêté préfectoral en l'absence des certificats réglementaires ■ sur décision du préfet après avis de la commission départementale ■ après expertise de deux psychiatres ■ sur décision judiciaire

HOSPITALISATION À LA DEMANDE D'UN TIERS (article L. 3212-1 DU CSP)

Indications

Une hospitalisation à la demande d'un tiers (HDT) est réalisée sous deux conditions :

- le consentement est rendu impossible par les troubles mentaux du patient ;
- son état de santé rend indispensables des soins immédiats avec surveillance en milieu hospitalier.

Modalités d'application

1. Un tiers signe la demande manuscrite d'admission (fig. 1)

La demande est présentée soit par un membre de la famille du malade, un proche ou un ami, soit par une personne susceptible d'agir dans l'intérêt de celui-ci, à l'exclusion des personnels soignants dès lors qu'ils exercent dans l'établissement d'accueil, ou du directeur de l'établissement hospitalier général, qui ne peut plus être le tiers depuis une jurisprudence récente.

Cette demande doit être manuscrite et signée par la personne qui la formule. Si cette dernière ne sait pas écrire, la demande est reçue par le maire, le commissaire de police ou le directeur d'établissement qui en donne acte.

Elle comporte les nom, prénoms, profession, âge et domicile, tant de la personne qui demande l'hospitalisation que de celle dont l'hospitalisation est demandée, et l'indication de la nature des relations qui existent entre elles, ainsi que leur degré de parenté.

2. Deux certificats médicaux doivent être rédigés (fig. 2)

La demande d'admission est accompagnée de deux certificats médicaux circonstanciés datant de moins de 15 jours, rédigés par des médecins thésés, non obligatoirement psychiatres et inscrits au Conseil de l'ordre des médecins.

Le premier certificat médical ne peut être établi que par un médecin n'exerçant pas dans l'établissement accueillant le malade. Il doit être confirmé par un certificat d'un deuxième médecin qui peut exercer dans l'établissement accueillant le malade. Les deux médecins ne peuvent être parents ou alliés au quatrième degré ni entre eux ni des directeurs d'établissement, ni de la personne ayant demandé l'hospitalisation ou de la personne hospitalisée.

Les deux certificats constatent l'état mental du patient (sans nécessairement donner le diagnostic), précisent l'évolution de sa maladie en attestant que le consentement est impossible, qu'il y a nécessité de soins immédiats et d'une prise en charge en milieu hospitalier. Ces certificats supposent que les médecins aient effectivement examiné le patient, ils ont une validité de 15 jours ; et constituent une dérogation légale au secret professionnel.

POINTS FORTS

à retenir

- La recherche du consentement du patient est à réaliser dans tous les cas avant d'envisager une hospitalisation sous contrainte, sauf si la psychopathologie du patient laisse penser qu'elle altère de façon importante son discernement ou que celui-ci est fluctuant dans le temps en fonction de sa clinique.
- Une hospitalisation d'office est envisagée quand le patient a présenté une dangerosité générant un trouble grave pour l'ordre public, quand une pathologie psychiatrique est constatée et que celle-ci impose des soins.
- Une hospitalisation à la demande d'un tiers est réalisée quand la pathologie psychiatrique du patient rend impossible son consentement et quand des soins s'imposent du fait de sa pathologie psychiatrique.
- Le tiers est recherché parmi les proches et en tout premier rang la famille : conjoint, parents, enfants... mais des proches tels que des amis ou des voisins peuvent être retenus s'ils acceptent d'aider le patient et s'ils manifestent pour lui de l'intérêt.
- Il est important de ne pas exposer le tiers au ressentiment futur du patient si celui-ci vit son hospitalisation sous contrainte de façon persécutoire.
- Le directeur de l'hôpital général ne peut plus être le tiers.
- Le certificat établi par le médecin généraliste ou le psychiatre pour demander une hospitalisation sous contrainte doit être précis et concis : il décrit la sémiologie du patient et son comportement en insistant sur les risques que sa pathologie lui fait courir ou fait courir à ses proches.

(v. **MINI TEST DE LECTURE**, p. 1370)

3. Cas particulier de l'hospitalisation sur demande d'un tiers en cas de péril imminent pour la santé du patient (article L. 3212-3 du CSP) (fig. 3)

À titre exceptionnel et uniquement en cas de péril imminent pour la santé du patient, le directeur de l'établissement qui reçoit le patient peut prononcer son admission au vu d'un seul certificat médical, qui peut éventuellement être établi par un médecin exerçant dans l'établissement d'accueil.

4. Certificats nécessaires pour maintenir l'hospitalisation à la demande d'un tiers

- ✓ Le certificat « immédiat » doit être rédigé dans les 24 heures qui suivent l'admission par un médecin différent des 2 premiers, afin de justifier, ou non, le maintien du patient sous ce mode d'hospitalisation.
- ✓ Le certificat « de quinzaine » est rédigé dès le 12^e jour après l'HDT dans le même but que le précédent.



✓ **Les certificats « mensuels »** sont rédigés de mois en mois après la quinzaine.

5. Modalités de levée d'une hospitalisation à la demande d'un tiers

La demande de levée de l'HDT peut se faire par :

- un certificat d'un psychiatre de l'établissement d'accueil, le plus souvent le psychiatre hospitalier suivant le patient ;
- la non-production des certificats de quinzaine ou mensuels ;
- une décision judiciaire, notamment du président du tribunal de grande instance ou du juge des libertés de ce même tribunal ;
- un membre de la famille : conjoint ou concubin, ou ascendants ou descendants majeurs, ou le tiers signataire ou une personne autorisée par le conseil de famille ;
- le curateur ou le tuteur du patient ;
- la commission départementale des hospitalisations psychiatriques.

HOSPITALISATION D'OFFICE

Indications

Ce sont les troubles mentaux nécessitant des soins et compromettant l'ordre public et la sécurité des personnes.

Modalités d'application

1. Procédures

L'hospitalisation d'office est une mesure administrative prise par le préfet du département ou le préfet de police à Paris. Elle peut être prononcée selon deux procédures :

- hors danger immédiat (art. L. 3213-1 du CSP) (fig. 4) ; le plus couramment, un médecin, ne pouvant exercer dans l'établissement d'accueil, rédige un certificat médical circonstancié, et le préfet prononce, au vu de celui-ci, l'hospitalisation d'office ;
- en cas de danger imminent pour la sûreté des personnes (art. L. 3213-2 du CSP), un médecin atteste de la dangerosité du patient (fig. 5), et le maire (ou le commissaire de police à Paris) peut prendre des mesures d'urgence consistant en un arrêté provisoire sur lequel le préfet statue dans les 24 heures. En cas de non-réponse

Je, soussigné(e) (**nom, prénom et nom de jeune fille s'il y a lieu**), domicilié(e) à **XXXXX**
né(e) le **XXXXX** à **XXXXX**
Profession **XXXXX**
Degré de parenté avec le malade **XXXXX**
Nature des relations avec le malade **XXXXX**

Demande l'admission en hospitalisation sur demande d'un tiers dans le service de psychiatrie de **XXXXX**

de M. ou Mme **XXXXX**
né(e) le **XXXXX** à **XXXXX**
fils (fil) de **XXXXX**
et de (**nom de jeune fille de la mère**)
Domicilié(e) à **XXXXX**
Profession **XXXXX**

Suivant le certificat médical délivré par **XXXXX**

à **XXXXX** le **XXXXX**

Signature **XXXXX**

PIÈCE D'IDENTITÉ DU MALADE :

- CARTE D'IDENTITÉ NATIONALE *
- PERMIS DE CONDUIRE *
- PASSEPORT *
- * DÉLIVRÉ(E) LE
- À
- N°

PIÈCE D'IDENTITÉ DU DEMANDEUR :

- CARTE D'IDENTITÉ NATIONALE *
- PERMIS DE CONDUIRE *
- PASSEPORT *
- * DÉLIVRÉ(E) LE
- À
- N°

Figure 1 Demande d'hospitalisation à la demande d'un tiers. Demande à remplir par le tiers.

ou de refus du préfet dans les 48 heures, il y a levée des mesures provisoires.

2. Certificats nécessaires pour maintenir l'hospitalisation d'office

De la même façon que dans le cas de l'hospitalisation à la demande d'un tiers :

- le certificat « immédiat » rédigé dans les 24 heures, constatant la pathologie et justifiant l'hospitalisation ;
- le certificat « de quinzaine » ;
- les certificats « mensuels ».

QU'EST-CE QUI PEUT TOMBER À L'EXAMEN ?

De nombreuses pathologies psychiatriques présentées dans des cas cliniques aux épreuves classantes nationales amènent à discuter une hospitalisation.

Celle-ci est réalisée en hospitalisation libre quand il est possible d'obtenir le consentement du patient et quand on peut penser que la pathologie du patient n'altère pas son discernement.

Quand le patient présente une pathologie rendant impossible son discernement,

quand le patient, du fait de sa pathologie, présente un danger pour ses proches ou pour lui-même (par exemple dans le cas d'idées suicidaires), une HDT ou une HO sont à envisager. Il est important de réserver l'HO aux pathologies psychiatriques avérées nécessitant des soins et ayant été

à l'origine d'un trouble à l'ordre public ou d'une dangerosité avérés.

Il peut être demandé de rédiger le certificat d'HDT ou d'HO, ce qu'il faut faire de façon précise et concise en présentant les troubles du patient dans leur sémilogie, sans chercher forcément à discuter le diagnostic, mais en démontrant bien l'impérieuse nécessité des soins et l'obligation de protéger le patient ou ses proches.

Je soussigné, Docteur **XXXXX**
certifie avoir examiné ce jour M. ou Mme **XXXXX**
né(e) le **XXXXX**
domicilié(e) à **XXXXX**

et avoir constaté les troubles suivants :

(décrire l'état mental du malade et son comportement, agitation, délire, idées de suicide..., en insistant sur les éléments cliniques préoccupants qui permettent aussi d'apprécier les raisons de l'absence de consentement et l'urgence des soins appropriés ; il n'est pas obligatoire de mentionner le diagnostic)

Ces troubles rendent impossible son consentement.

Son état impose des soins immédiats et une surveillance constante en milieu hospitalier.

En conséquence, ceci justifie son hospitalisation sur demande d'un tiers dans un établissement régi par l'article L. 3222-1 du code de la santé publique en application des articles L. 3212-1 et suivants du même code.

Fait à **XXXXX**
Le **XXXXX**

Signature : **XXXXX**

Figure 2 Hospitalisation sur demande d'un tiers (art. L. 3212-1), 1^{er} certificat médical : médecin extérieur à l'établissement d'accueil et 2^e certificat par un médecin extérieur ou de l'établissement.

Je soussigné, Docteur **XXXXX**
certifie avoir examiné ce jour M. ou Mme **XXXXX**
né(e) le **XXXXX**
domicilié(e) **XXXXX**

et avoir constaté les troubles suivants :

(décrire l'état mental du malade et son comportement, agitation, délire, idées de suicide..., en insistant sur les éléments cliniques préoccupants qui permettent d'argumenter la notion de péril imminent et aussi d'apprécier les raisons de l'absence de consentement et l'extrême urgence des soins appropriés ; il n'est pas obligatoire de mentionner le diagnostic)

Il existe un péril imminent pour la santé du malade. Ces troubles rendent impossible son consentement.

Son état impose des soins immédiats et une surveillance constante en milieu hospitalier.

En conséquence, ceci justifie son hospitalisation sur demande d'un tiers dans un établissement régi par l'article L. 3222-1 du code de la santé publique selon les articles L. 3212-3 et suivants du même code.

Fait à **XXXXX**
Le **XXXXX**

Signature : **XXXXX**

Figure 3 Hospitalisation sur demande d'un tiers (péril imminent : article L. 3212-3). Certificat unique en cas d'urgence, établi par un seul médecin.

Je soussigné, Docteur **XXXXX**
certifie avoir examiné ce jour M. ou Mme **XXXXX**
né(e) le **XXXXX** à **XXXXX**
domicilié(e) **XXXXX**

et avoir constaté que son comportement révèle les troubles mentaux manifestes suivants :

(décrire l'état mental du malade et son comportement, agitation, violence, délire, idées de suicide..., en insistant sur les éléments cliniques démontrant la dangerosité pour le malade et ses proches et en rappelant l'absence de consentement et l'urgence des soins appropriés ; il n'est pas obligatoire de mentionner le diagnostic)

Ce comportement compromet l'ordre public et la sûreté des personnes.

Son état justifie son hospitalisation d'office dans un établissement régi par l'article L. 3222-1 du code de la santé publique, selon les termes de l'article L. 3213-1 du même code.

Fait à **XXXXX**
Le **XXXXX**

Signature : **XXXXX**

Figure 4 Hospitalisation d'office (procédure normale : article L. 3213-1). Certificat médical médecin extérieur.

Je soussigné, Docteur **XXXXX**
certifie avoir examiné ce jour M. ou Mme **XXXXX**
né(e) le **XXXXX** à **XXXXX**
domicilié(e) **XXXXX**

et avoir constaté que son comportement révèle les troubles mentaux manifestes suivants :

(décrire l'état mental du malade et son comportement, agitation, violence, délire, idées de suicide..., en insistant sur les éléments cliniques démontrant la dangerosité pour le malade et ses proches et en rappelant l'absence de consentement et l'urgence extrême des soins appropriés ; il n'est pas obligatoire de mentionner le diagnostic possible)

et constitue par son comportement un danger imminent pour la sûreté des personnes.

Son état justifie son hospitalisation d'office dans un établissement régi par l'article L. 3222-1 du code de la santé publique, selon les termes de l'article L. 3213-2 du même code.

Fait à **XXXXX**
Le **XXXXX**

Signature : **XXXXX**

Figure 5 Hospitalisation d'office (procédure d'urgence : article L. 3213-2). Certificat médical médecin extérieur.

3. Modalités de levée d'une hospitalisation d'office

Une hospitalisation d'office peut être levée de différentes manières, par décision préfectorale à la suite de :

- la production d'un certificat de demande de levée d'HO rédigé par un psychiatre (le plus souvent le psychiatre traitant) et transmis dans les 24 heures au préfet qui doit statuer sans délai ;
- une demande de la CDHP au préfet ;
- une demande de mainlevée au président du tribunal de grande instance par le procureur de la République, le patient ou toute personne portant intérêt au patient ;
- une expertise de deux psychiatres n'appartenant pas à l'établissement et choisis par le représentant de l'État (le préfet, la DASS) établissant que le patient n'est dangereux ni pour lui-même ni pour autrui.

4. Cas particulier de la procédure d'hospitalisation d'office à la demande des autorités judiciaires (article L. 3213-7 du CSP)

Dans ce cas, l'hospitalisation d'office découle d'un non-lieu judiciaire après l'application de l'article 122-1 du Code pénal qui établit l'irresponsabilité pénale. Dans cette situation particulière, la sortie ne peut être prononcée qu'après deux expertises indépendantes et convergentes. ■

Les auteurs déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêts concernant les données publiées dans cet article.

MINI TEST DE LECTURE

A / VRAI ou FAUX ?

- 1 La plupart des hospitalisations en psychiatrie sont réalisées sous la contrainte.
- 2 Tout doit être fait pour rechercher le consentement du patient pour une hospitalisation en psychiatrie.
- 3 Une HO est réalisée sous 3 conditions : un trouble grave à l'ordre public, une pathologie psychiatrique, la nécessité de soins.

B / VRAI ou FAUX ?

- 1 Le certificat pour l'HDT doit donner le diagnostic de la pathologie psychiatrique présentée par le patient.
- 2 Le tiers peut être le directeur de l'hôpital général.
- 3 Le tiers ne peut être qu'un membre de la famille.

C / QCM

Parmi les conditions suivantes, lesquelles peuvent permettre d'envisager une HDT ?

- 1 Un patient dépressif et suicidaire refusant toute aide.
- 2 Un sujet ayant présenté des troubles du comportement sur la voie publique sans autre signe.
- 3 Une ivresse simple et réversible.
- 4 Un patient délirant présentant une rechute de psychose chronique refusant tout soin.
- 5 Un jeune diabétique refusant son insuline.

Réponses : A : F, V, V / B : F, F, F / C : 1, 4.

MINI TEST DE LECTURE de la question 316, p. 1359

A / VRAI ou FAUX ?

- 1 Les réticulocytes sont augmentés dans les anémies inflammatoires.
- 2 Les réticulocytes sont augmentés dans les hémolyses compensées.
- 3 Les réticulocytes sont effondrés dans les érythroblastopénies.

B / VRAI ou FAUX ?

- 1 Un hémogramme doit être réalisé en cas d'ictère.
- 2 Un hémogramme doit être réalisé dans un bilan pré-nuptial.

C / QCM

Parmi les valeurs suivantes, lesquelles font partie de l'hémogramme d'un homme adulte normal ?

- 1 Hémoglobine : 15 g/dL.
- 2 Polynucléaires neutrophiles : 1200/mm³.
- 3 Lymphocytes : 4 800/mm³.
- 4 Plaquettes : 160 000/mm³.
- 5 Hémoglobine : 12 g/dL.

Réponses : A : F, V, V / B : V, F / C : 1, 4.